



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023





**La solidarité,
encore plus utile
par gros temps !**

Une solidarité qui œuvre pour des conditions de vie équitables, qui consolide notre maison commune et qui tisse des liens respectueux de l'égalité de toutes et tous.

**MARIE-NÔELLE REBOULET,
PRÉSIDENTE ET LAURENCE
TOMMASINO, DÉLÉGUÉE
GÉNÉRALE**

nos donateurs et donatrices, particulier-es, fondations, entreprises petites ou grandes, bailleurs de fonds institutionnels, de Provence ou d'ailleurs. À vous toutes et tous, un très grand merci.

**Pour toutes les situations où
il faudra #allerplusloin, nous
comptons sur vous !**

**ENGAGEZ-VOUS
AVEC NOUS POUR LA
SOLIDARITÉ CLIMATIQUE !**

EN FAISANT UN DON

Vous nous aidez à mettre en œuvre des solutions innovantes pour faire reculer la pauvreté et lutter contre les changements climatiques.

EN ADHÉRANT

Vous devenez membre du Geres, participez à la vie de l'association, et diffusez nos valeurs et messages de solidarité autour de vous.

EN DEVENANT BÉNÉVOLE

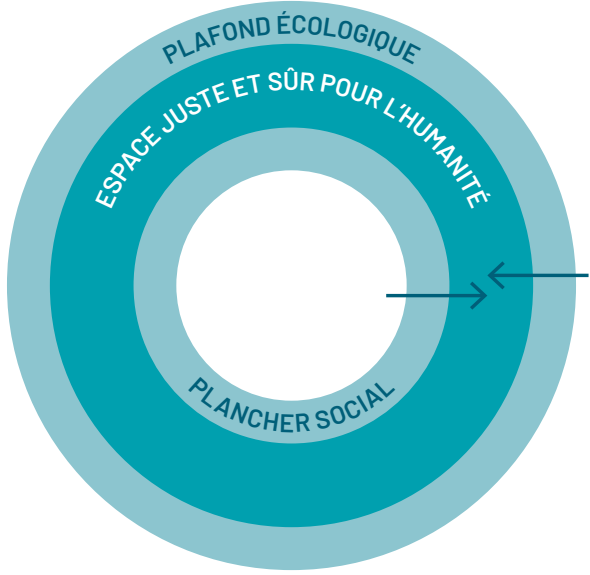
Vous agissez concrètement auprès de nos équipes pour contribuer, selon vos compétences et disponibilités, à accélérer la transition énergétique.

Plus d'information : www.geres.eu/benevolat

En bref

La solidarité climatique en action

Depuis 1976, notre ONG spécialisée dans la transition énergétique lutte, en France et à l'international, à la fois contre la pauvreté et les changements climatiques. Nos équipes, nos actions, nos programmes, nos innovations, nos solutions, en contribuant au développement des populations les plus pauvres, améliorent leurs conditions de vie et les aident à faire face aux conséquences des changements environnementaux, tout en réduisant nos émissions globales de gaz à effet de serre.



Notre vision s'inspire du modèle du donut développé par Kate Raworth, professeure à l'université d'Oxford, qui définit l'espace « juste et sûr » pour l'humanité comme situé entre le plancher social et le plafond écologique.

NOS EXPERTISES MÉTIERS

Nos équipes sont spécialistes de l'accès à l'énergie, des énergies renouvelables, de la maîtrise de la demande en énergie, des politiques climat énergie et de la mobilisation en faveur de la transition énergétique. Nous combinons ces expertises au quotidien pour parvenir à notre ambition d'un monde où chacun-e peut vivre dans des conditions dignes, dans les limites planétaires. Le Geres intervient aux côtés des acteurs locaux, dans une démarche partenariale et de renforcement de capacités en fonction des spécificités territoriales et économiques.

10
REPRÉSENTATIONS
PERMANENTES

56
PROJETS EN COURS

115
PARTENAIRES
TECHNIQUES

42
PARTENAIRES
FINANCIERS

176
COLLABORATEURS
ET COLLABORATRICES

145 000
BÉNÉFICIAIRES
DIRECT·ES



Les femmes et les hommes du Geres

LE COMITÉ DE DIRECTION

DIRECTION GÉNÉRALE
Laurence Tommasino, déléguée générale

DIRECTION ADMINISTRATIVE & FINANCIÈRE
Laurent Collinet-Brdys

DIRECTION DÉVELOPPEMENT & MOBILISATION
Gilles Martin-Gilis

RÉGION EUROPE-MÉDITERRANÉE
Alexia Hebraud, 1^{er} lien de la gouvernance partagée

DIRECTION RÉGIONALE AFRIQUE DE L'OUEST
Laurence Tommasino, par intérim

DIRECTION RÉGIONALE ASIE
Quentin Moreau

DIRECTION GERES EXPERTISE
Julien Jacquot

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Marie-Noëlle Reboulet
PRÉSIDENTE



Sophie Ibos
VICE-PRÉSIDENTE



Frédéric Bœuf
TRÉSORIER

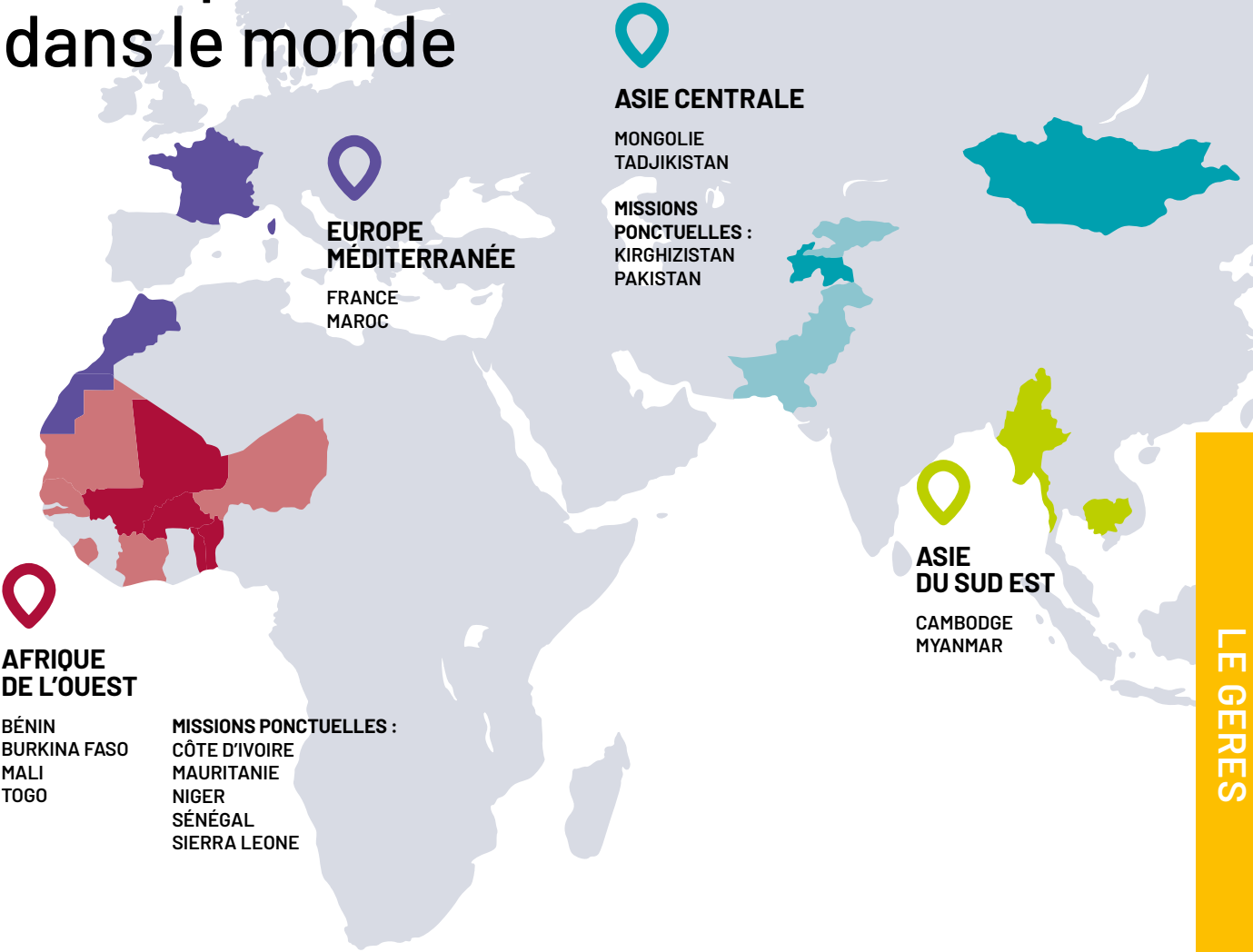


Vincent Priori
SECRÉTAIRE

LES AUTRES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Louis Bal / Luc Bonnamour / Éric Buchet / Thierry Cabirol / Jean-Claude Chassagnoux /
Pierre Ducret / Julie Fardoux-Chassing / Alain Guinebault / Vanessa Laubin / Silvia Pariente-David /
Pascale Strubel

Notre présence dans le monde



NOS ÉQUIPES

206 personnes sont
directement engagées
au service du Geres :

176
COLLABORATRICES
ET COLLABORATEURS

80 FEMMES **96** HOMMES

134
PERSONNES
TRAVAILLANT HORS
DE L'UE DONT :
120
EN CONTRATS LOCAUX
12
EN CONTRATS EXPATRIÉS
2
VOLONTAIRES
DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE



30
BÉNÉVOLES DONT :
15
ADMINISTRATEUR
·TRICES

42
PERSONNES
TRAVAILLANT
DANS L'UE DONT :
39
EN FRANCE DONT
2 EN ALTERNANCE
3
DANS LE RESTE
DE L'UE



QUAND LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE GÉNÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE : BILAN 8 ANS APRÈS LE LANCEMENT DU PROGRAMME ECODEV

Dédié à la question de l'énergie au service du développement économique, le programme EcoDev lancé en 2016 a permis l'émergence de nombreux projets vertueux à travers le monde et la création ou la consolidation de plus de 450 emplois. Porté par le Geres et majoritairement financé par l'AFD, ce programme d'une durée de 8 ans a permis des avancées sur les thèmes majeurs de l'accès à l'énergie en milieu rural et de l'efficacité énergétique dans l'habitat et la cuisson.

Dans sa phase initiale, plusieurs projets pilotes ont ainsi vu le jour ou été répliqués comme les maisons bioclimatiques au Tadjikistan, la création du premier four à gaz économe FaranEco au Maroc, ou les Zones d'Activités Électrifiées (ZAE) au Mali.

Ces expériences ont pu ensuite être répliquées et, depuis 2020, nos équipes se focalisent sur le changement d'échelle et la pérennisation des actions au-delà du programme. Elles ont ainsi participé à la création des entreprises sociales innovantes comme *Green Biz Africa* au Mali et *Ah Lin Tan* au Myanmar, qui poursuivent aujourd'hui leur chemin vers l'autonomie. Au Maroc,

en Mongolie et au Tadjikistan, le label de qualité *FaranEco*, la certification *Dulaan Shiidel* et le signe de qualité *Low Energy Consumption House* réunissent désormais les acteur-trices des filières, ce qui doit permettre de favoriser leur développement sur le long terme.

En 2023, notre action avait déjà permis la diffusion de 1000 maisons bioclimatiques au Tadjikistan, de 30 000 fours économes au Maroc et plus largement, le programme avait renforcé 300 entreprises dans le monde.

Notre ambition : poursuivre l'appui à ces dynamiques au travers de nouveaux projets déjà financés à hauteur de 10 millions d'euros sur la période 2024-2027, de quoi aller encore plus loin !

78 394

PERSONNES UTILISENT DÉSORMAIS DES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES DURABLES GRÂCE À CE PROGRAMME



LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE À MARSEILLE : LA PIERRE ANGULAIRE DE LA TRANSITION SUR LE TERRITOIRE

Depuis 20 ans, le Geres accompagne les ménages en situation de précarité énergétique en Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur vers une amélioration de leur confort et une maîtrise de leurs consommations. Persuadée que les habitant-es ont un rôle déterminant à jouer et pour répondre au mieux à leurs besoins, notre équipe développe des dynamiques partenariales de proximité pour favoriser l'implication directe des principaux concernés-es.

De 2011 à 2014, nous nous sommes ainsi associés-es au CLER (Réseau pour la transition énergétique) et à LogisCité pour développer un parcours spécifique permettant de mieux repérer les ménages en difficulté et leur venir en appui. Ce modèle a donné naissance au dispositif *Slime*, visant à massifier ces repérages : 75 500 ménages ont depuis été accompagnés par plus de 70 collectivités en France. En 2023, le groupe d'associations mené par le Geres a été retenu par la Ville de Marseille pour y déployer ce dispositif. Une alliance locale largement favorisée par les résultats d'EmpowerMed : 4 années fructueuses de partenariat européen pour la lutte contre la précarité énergétique estivale et l'action pour la santé avec un prisme assumé sur la situation vécue par les femmes.

À Marseille, depuis 2022, notre équipe déploie au Square National un fonds d'aide pour la réalisation de travaux de première nécessité, tels que réparation de vitres cassées, plomberie, amélioration de la ventilation, réglage des chauffe-eaux, installation de brasseurs d'air...

102 €

D'ÉCONOMIES PAR AN ATTENDUES EN MOYENNE POUR CHAQUE MÉNAGE

620

MÉNAGES EN 3 ANS APPUYÉS POUR COMBATTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LEUR LOGEMENT

À MARSEILLE, NOTRE SOIRÉE POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU SECTEUR AGRICOLE

« L'agriculture compte pas pour des prunes ! » Voilà plus de 45 ans que le Geres se mobilise en Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur comme à l'international pour accélérer, entre autres, la transition énergétique du secteur agricole. C'est en effet un enjeu capital puisque l'agriculture est le deuxième secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre en France. Aujourd'hui, elle représente 20 % des émissions de GES dans le monde et 18 % en France, selon le Haut Conseil pour le Climat.

Fin novembre s'est tenue la troisième édition de notre événement « accélérer la transition », consacré cette année au thème de l'agriculture. C'est aux côtés d'une centaine d'invité-es ayant répondu présent-es à l'appel que nous avons pu profiter d'une soirée riche en partage d'expériences. À travers trois exemples concrets (les serres bioclimatiques - du Ladhak à la Provence -, la création de l'IRA2E un réseau d'acteurs innovant indispensable à la transition agricole du territoire et les enjeux de la méthanisation locale), nous avons pu démontrer que souvent, lorsque l'on parle de transition énergétique, l'innovation est question d'ingénierie sociale et de low-tech.

Un grand merci à la Ville de Marseille, la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ADEME, Bio de Provence, IRA2E, l'Après M, le Présage, GRDF, Marie Moyet agricultrice et bien sûr les équipes et bénévoles du Geres.

« Si l'agriculture est aujourd'hui très consommatrice, elle peut aussi être source d'économies d'énergie et, par la valorisation des résidus, productrice d'énergie avec la méthanisation. C'est aussi un vaste domaine d'adaptation aux changements climatiques ! »

MARIE-NOËLLE REBOULET

Présidente du Geres



STRATÉGIE CLIMAT DES ORGANISATIONS : NOUS CONTRIBUONS AUSSI AU RENFORCEMENT DES ONG

Pour mieux intégrer les enjeux climatiques dans leurs actions, les organisations de solidarité internationale font preuve, entre elles aussi, de solidarité. En s'organisant collectivement, nous parvenons à renforcer les stratégies d'atténuation des changements climatiques d'origine humaine, et à développer des approches pour une meilleure adaptation à leurs effets.

En 2023, nous avons fortement contribué aux efforts collectifs, soit pour initier, soit pour développer ces démarches responsables et notamment en coordonnant, avec le Gret, la publication *Traverses 52* du Groupe

initiatives dont nous sommes membres. Cet exercice de capitalisation était consacré à la Responsabilité Climatique des Organisations. Notre expertise dans la mesure et les réferentiels carbone ont facilité l'émergence de 9 principes communs comme par exemple coopérer, rendre compte, adapter localement et impliquer toutes les parties prenantes.

Nous avons par ailleurs conçu et animé des ateliers innovants pour partager les expériences et aider les associations membres du collectif *Coordination SUD* à s'ouvrir à de nouvelles pratiques organisationnelles et modes d'intervention. Ces interventions ont

été réalisées dans le cadre de la Commission Climat et Développement dont nous pilotons l'axe « capitalisation ».

Faire de la place aux imaginaires et à l'échange entre pairs donc, pour favoriser l'émulation collective : 1er facteur d'engagement des ONG ! Pari réussi, et à poursuivre.

75%

DES ONG SOULIGNENT UN MANQUE DE COMPÉTENCES EN INTERNE SUR LA MESURE CARBONE. PLUS DE LA MOITIÉ ONT DÉJÀ INITIÉ UNE DÉMARCHE DE RÉDUCTION DE LEUR EMPREINTE



CONSULTER LA PUBLICATION TRAVERSES 52



SOUTENIR ET FORMER DANS LES VILLAGES POUR UNE MEILLEURE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉCONOMIQUE

Au Bénin, la transformation agricole repose encore sur des technologies polluantes et inefficaces de cuisson ou de fumage du poisson, qui engendrent des problèmes de santé pour les femmes et une forte pression sur les ressources en bois.

Par ailleurs, bien que l'accès à l'énergie pour les usages productifs soit un formidable vecteur de développement, les programmes d'électrification rurale par des mini-réseaux sont insuffisants pour assurer la connexion des TPE.

En 2023, nous avons démarré un nouveau projet au sud du pays avec un diagnostic des usages de l'énergie par les TPE autour d'Ibadjo dans la commune de Ouèssè, et des différents

groupements féminins de transformation du manioc dans les communes de Bantè, Ouèssè, Tchaourou et Bassila. Nous avons formé, avec la Communauté forestière du Moyen-Ouémé (CoforMO), 108 groupements de femmes transformatrices de manioc en gari pour la diffusion de foyers de transformation améliorés, plus efficaces et moins polluants.

Par ailleurs, nous soutenons avec le consortium franco-béninois ARESS/GDS et IDID, une vingtaine de TPE à travers des conseils à l'équipement, du conseil de gestion et de l'intermédiation financière. Cela leur permet de tirer le meilleur parti d'un nouveau mini-réseau électrique auquel elles sont raccordées.



1620

FEMMES DEVRAIENT BÉNÉFICIER DE SOLUTIONS DE CUISSON PROPRE ET EFFICACE À LA FIN DU PROJET

20

TPE, AU MOINS, SONT ACCOMPAGNÉES EN LIEN AVEC LEUR NOUVEL ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

POUR MAINTENIR L'ÉQUILIBRE DU MODÈLE DE DISTRIBUTION, RENFORCER AUSSI LES PETITES ENTREPRISES ACHETEUSES D'ÉLECTRICITÉ

En Afrique de l'Ouest, de nombreux opérateurs ont développé des infrastructures énergétiques comme des mini-réseaux électriques, sans parvenir parfois à atteindre une viabilité économique suffisante pour garantir la continuité du service à long terme. Cela est notamment dû à la demande locale encore faible en électricité et aux difficultés économiques des consommateurs.

Le Geres, actif depuis plus de 15 ans dans cette région et notamment sur la thématique des usages productifs de l'énergie et de l'entrepreneuriat, s'associe depuis quelques années aux développeurs de mini-réseaux décentralisés au Mali, Bénin, Burkina Faso, Sénégal et bientôt en Sierra Leone. Objectif : les aider à pérenniser leur activité en stimulant efficacement la demande, grâce au renforcement des entreprises locales qui, en accédant à l'électricité,

sont en mesure de développer leur activité productive et deviennent ainsi des clients importants des mini-réseaux.

En répliquant un modèle déjà éprouvé au Mali, nous avons ainsi pu renforcer environ 80 entreprises grâce à des formations spécifiques, un accès facilité aux équipements productifs et au crédit, ou encore au développement de leur accès aux marchés.

Ainsi, les opérateurs de mini-réseaux dont le modèle économique repose sur la consommation d'électricité sécurisent leurs revenus, tout l'écosystème est viabilisé, et permet de générer des impacts socio-économiques positifs pour les zones rurales. Les entreprises locales stimulent ainsi l'économie du territoire et la création d'emplois et proposent de nouveaux services pour les populations.



5

OPÉRATEURS DE MINI-RÉSEAUX RENFORCÉS

CRÉER DES ENTREPRISES LOCALES 100% FÉMININES POUR FAIRE RAYONNER LA DISTRIBUTION DE FOYERS DE CUISSON PROPRE

Au Myanmar, 90 % de la population dépend de la biomasse pour ses besoins énergétiques domestiques quotidiens si bien que la dégradation des forêts est une préoccupation majeure. C'est pourquoi, depuis le démarrage de nos activités dans le pays en 2015, nos équipes travaillent sur la question de la cuisson, en cherchant à développer des solutions améliorées, plus efficaces et moins consommatrices en bois.

Après avoir soutenu deux filières locales pour la production de foyers de cuisson améliorés, nous nous sommes penché-es en 2018 sur la question de la distribution au dernier kilomètre de ces foyers.

Cinq ans plus tard, nous sommes fier-es d'avoir participé à la naissance de l'entreprise sociale locale 100 % féminine Ah Lin Tan. Fondée par le Geres, cette structure à but non lucratif propose à des femmes distributrices des produits de qualité à vendre dans le domaine non seulement de la cuisson mais aussi de l'éclairage, de la communication et du confort, ainsi qu'un accompagnement pour gérer leurs entreprises de manière durable.

Entre 2024 et 2027, Ah Lin Tan espère réunir plus de 200 femmes et étendre encore sa gamme pour inclure des équipements productifs pour les agriculteur-trices et les artisan-es. Une lueur d'espoir dans cette période si difficile pour les habitant-es du Myanmar.

À L'OCCASION DU 8 MARS, NOTRE CAMPAGNE EN FAVEUR DE L'EMPOWERMENT FÉMININ SORT LE GRAND JEU

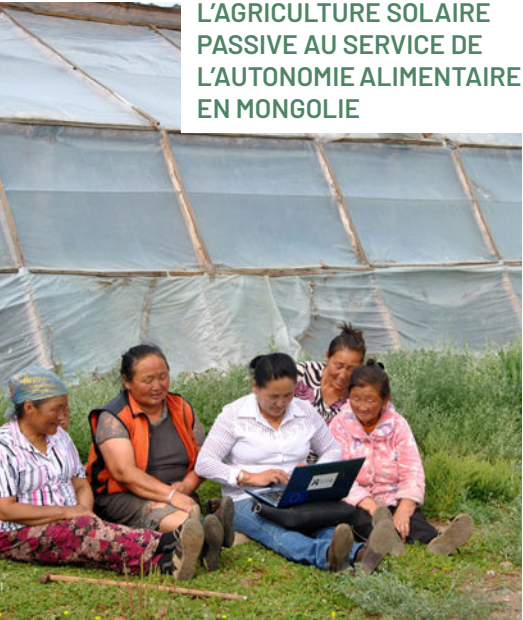
Les femmes à travers le monde, parce qu'elles sont déjà confrontées à des inégalités et difficultés loin d'être en recul, subissent les effets du réchauffement climatique de manière beaucoup plus violente. Leurs capacités à se relever des catastrophes naturelles sont plus faibles et leurs revenus davantage impactés par les changements climatiques, avec en conséquence une dégradation de leurs conditions de vie et de leur santé.

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, nous avons lancé une grande campagne pour contribuer nous aussi à la prise de conscience de l'existence de cette double injustice et mobiliser autour des actions que nous menons à travers le monde en faveur du pouvoir d'agir des femmes.

Du 8 au 23 mars, plusieurs exemples de situations d'injustice qui impactent davantage les femmes ont ainsi pu être dénoncés ; puis notre événement à Marseille a été l'occasion de faire comprendre concrètement ces problématiques grâce à l'animation proposée autour du jeu « Planète Genre », à la conception duquel le Geres a contribué. La soirée s'est poursuivie avec une table ronde autour des solutions qui encouragent les femmes dans leurs projets et s'est conclue par une présentation des résultats du programme européen Empowermed, porté par 9 organisations ayant une ambition commune : contribuer à lutter contre la précarité énergétique, notamment vécue par des femmes.



L'AGRICULTURE SOLAIRE PASSIVE AU SERVICE DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE EN MONGOLIE



Depuis plus de dix ans, le Geres développe avec ses partenaires des actions pour le développement du secteur agricole en Mongolie. Avec un financement du Fonds de Solidarité pour Projets Innovants du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français, nous ouvrons un nouveau programme pour l'innovation et le financement autonome des solutions énergétiques passives au service de la filière maraîchère et le renforcement des capacités des femmes, majoritaires dans ce secteur.

Notre équipe aide des coopératives pilotes dans la province de Selenge à adopter nos modèles de serres et de celliers bioclimatiques adaptés au climat local froid. Au-delà des aspects techniques, il s'agit de définir avec les coopératives un schéma de financement mixte leur permettant de concrétiser l'investissement dans ces outils de production et de conservation.

Une approche innovante car le programme encourage les agricultrices et agriculteurs

dans le financement autonome effectif de ces solutions durables non chauffées. Ce projet vient également renforcer les capacités d'agir des femmes, qui représentent 75 % de la main-d'œuvre de production maraîchère, afin de favoriser leur accès aux ressources, aux services financiers et à la propriété.

L'idée, in fine, est de valoriser l'importance des petit-es producteur-trices pour l'agriculture et d'assurer leur viabilité économique, afin de répondre au mieux aux besoins alimentaires des habitant-es du pays, et d'être plus résilient-es aux changements climatiques. Les résultats de cette action viendront nourrir la proposition d'un projet d'une plus grande envergure à horizon 2025.

300

PERSONNES DANS 30 COOPÉRATIVES MARAÎCHÈRES BÉNÉFICIERONT D'UN PLAN D'AFFAIRES ADAPTÉ ET D'UNE FORMATION ASSOCIÉE

« Déjà en 1992, on estimait que près d'un milliard d'êtres humains n'avaient pas accès à l'électricité, la plupart en Afrique. Le Geres, que je connais de longue date après m'être beaucoup impliqué sur le sujet de l'électricité rurale décentralisée, en était déjà pionnière à l'époque. Cette ONG, dont

je suis administrateur depuis 2019, a développé un savoir-faire considérable sur l'accès à l'énergie au travers de mini-réseaux basés sur les énergies renouvelables, surtout dans l'accompagnement socio-économique des habitants et artisans des villages. Pour généraliser l'accès à l'énergie,

on peut compter sur cette expérience du Geres. Merci de soutenir ce savoir-faire. »



JEAN-LOUIS BAL

Président d'Agir pour le Climat et administrateur du Geres

30

FEMMES DISTRIBUTRICES SOUTENUES ENTRE 2019 ET 2023

LES CHAMBRES FROIDES ÉCO-PERFORMANTES FONT BAISSER LA FACTURE, LES TEMPÉRATURES ET LES COURBATURES

Réussir la transition énergétique, climatique et écologique du secteur agricole : voilà le défi de taille que nous relevons en Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, au sein de l'inter-réseau IRA2E.

C'est dans ce cadre qu'ont été installées ces dernières années plusieurs chambres froides durables pour la conservation de fruits et légumes chez des exploitant-es, qui sont aussi conseillé-es sur leur utilisation optimale. Construites avec des matériaux biosourcés, ces chambres sont sur-isolées, parfaitement étanches, et adaptées aux besoins tant au niveau du dimensionnement que de la consommation énergétique.

Cette année, notre équipe est retournée sur les exploitations partenaires à Avignon et La Saulce pour réaliser le suivi du dispositif et de l'évolution des pratiques des agriculteur-ices. Elle a pu constater, avec les exploitant-es, des

économies d'énergies considérables, jusqu'à 60 %.

Au-delà du gain financier, ces solutions ont aussi contribué à l'amélioration de leurs conditions de travail, avec des chambres parfaitement adaptées à leurs besoins et plus ergonomiques. Julien Ronzon, maraîcher de la Durette le confirme : « *le premier gain évident et immédiat a été l'ergonomie. On a gagné aussi en surface, volume de stockage, [...] durée de stockage avec des conditions parfaites.* »

55 à 60 %

D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE PAR RAPPORT À DES CHAMBRES FROIDES CLASSIQUES

POUR DES HIVERS MOINS RUDES, ANALYSER, TESTER, DÉVELOPPER ET DISSÉMINER NOTRE EXPERTISE

Au Myanmar, le Geres et le Gret ont conduit en 2021, avec le soutien de la Fondation Abbé Pierre, une étude inédite sur la situation de l'habitat dans l'État reculé et montagneux du Chin. Les conditions hivernales y sont rudes et ce diagnostic a permis de pointer la précarité de l'habitat : efficacité thermique (isolation, matériaux, équipements) faible ou nulle et systèmes d'assainissement inadéquats.

Nos équipes, avec nos partenaires de la société civile, ont contribué à impulser une transition vers des logements plus sains.

Sur deux années, nous avons pu développer et tester des solutions constructives pour l'amélioration de la performance thermique – isolation, limitation des infiltrations d'air, double-parois, faux plafonds, orientation – et du confort des maisons avec l'équipement de latrines à double fosse. Désormais, les habitant-es peuvent maintenir, sans chauffage, une température intérieure



supérieure de 4 à 8 °C par rapport à une maison standard.

À l'issue du projet, plus de 100 maisons auront été rénovées avec notre appui et la contribution des communautés locales, et une trentaine d'artisans locaux seront formés pour la dissémination de ces solutions. Une concertation est engagée avec les partenaires locaux pour se donner des perspectives de mobilisation de ressources supplémentaires, humaines et financières, afin de multiplier les rénovations.

100

MAISONS RÉNOVÉES, PLUS PERFORMANTES ÉNERGÉTIQUEMENT ET PLUS SAINES



NOUVEAU SITE EN LIGNE !

En quelques clics, accédez aux nombreuses ressources disponibles autour de la mise en place des Services Information Énergie Climat dans les territoires :

<https://siec-med.org/>



POUR PASSER À L'ÉCHELLE, PROUVER L'IMPACT ET LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE DES SOLUTIONS

Entre 2018 et 2022, nous avons permis à 1429 ménages mongols de bénéficier de solutions pour améliorer l'isolation thermique de leur logement et ainsi réduire les dépenses énergétiques et la pollution : 3556 tonnes de gaz à effet de serre ont été évitées. Sur la base de ces résultats encourageants et de la dynamique positive entre les différents acteurs, le programme soutenu par l'Union européenne et la Fondation Abbé Pierre a été reconduit en 2023 avec pour ambition d'ici 2026 de passer à l'échelle et de répliquer les actions dans une autre province.

Pour choisir la nouvelle ville de mise en œuvre, notre équipe a défini des critères incluant le niveau de pollution de l'air, le nombre de maisons individuelles ou encore le niveau de pauvreté des ménages. Elle a ensuite travaillé avec les acteurs locaux à l'analyse de la disponibilité des matériaux de construction, l'identification des personnes travaillant dans le secteur, la présence des institutions financières, en animant une cartographie participative.

Cinq capitales de province ont ainsi pu être présélectionnées en vue d'échanger avec les représentations locales du ministère de la Construction et de l'Environnement ainsi que les gouverneurs provinciaux. Le choix de la ville retenue sera connu en 2024. En attendant, certaines activités ont déjà pu être répliquées dans la région d'Umnugovi sur des fonds provinciaux publics.

Inspirée par les résultats en Mongolie, notre équipe au Tadjikistan s'est attelée dès 2022 à diversifier son panel de solutions techniques



pour toucher d'autres publics et mieux inclure et servir les communautés. Dans la vallée de Rasht par exemple, où nous mettons en œuvre un programme de développement rural intégré avec l'ONG Caritas et financé par l'Union Européenne, notre équipe a identifié et proposé des solutions simples, adaptées aux très faibles revenus, que les habitant-es peuvent installer par eux-mêmes : pose de rideaux devant les portes et fenêtres ou de mousse isolante sur le sol. Ces solutions sont également déployées dans certaines écoles pour démontrer leur impact et démultiplier leur adoption.

Dans ces deux pays, notre méthode d'action est pour beaucoup dans la réussite des projets. Nous nous attachons à **mesurer qualitativement et quantitativement les impacts pour pouvoir ensuite passer à l'échelle et donner une nouvelle dimension à nos actions, preuves à l'appui.**

Une étude coûts-bénéfices au Tadjikistan a, par exemple, permis de démontrer qu'avec le programme de rénovation de l'habitat

individuel que nous pilotons depuis 9 ans, non seulement le retour sur investissement pour les ménages est rapide, mais les impacts sociaux, sur la santé et bien entendu sur les émissions de gaz à effet de serre, sont considérables et justifient à eux seuls d'investir dans ce type d'action !

En Mongolie, c'est une analyse de contribution qui a été réalisée sur le programme d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'habitat urbain. Issue de l'approche orientée « changement », cette méthodologie tend à démontrer comment le Geres et ses partenaires ont contribué à l'émergence d'une dynamique positive sur la rénovation de l'habitat urbain à Ulaanbaatar.

33 %

D'ÉCONOMIES DE FUEL DANS LES ÉCOLES APRÈS LEUR RÉNOVATION THERMIQUE

AU CAMBODGE, ENCOURAGER LE « SWITCH » VERS UNE INDUSTRIE TEXTILE MOINS ÉMETTRICE

Présent depuis 30 ans au Cambodge, le Geres s'active dans la recherche de solutions durables pour accompagner les citoyen-nes comme les entreprises, dans une meilleure prise en compte des contraintes environnementales et du confort thermique.

Notre action d'efficacité énergétique dans le secteur textile (SWITCH-Garment / VETHIC) a permis cette année de sensibiliser les personnels de 50 usines et d'accompagner 30 d'entre-elles dans l'élaboration de plans d'action pour améliorer leur performance environnementale et les conditions de travail de leurs salarié-es. Trois modules de formation ont par ailleurs été développés pour renforcer la capacité des managers à réduire les consommations énergétiques et les températures auxquelles sont exposé-es les ouvrièr-es et ainsi répondre à la demande environnementale et sociale internationale.



Ici, l'usine Cerie a adopté un système d'éclairage valorisant la lumière naturelle qui améliore le bien-être des travailleur-euses et l'efficacité énergétique

2024 marque une nouvelle étape pour ce dispositif puisque notre équipe explorera le potentiel de l'intelligence artificielle pour caractériser la biomasse utilisée par les usines et orienter les gestionnaires d'usines vers des choix plus responsables. Cette approche encouragera les pratiques durables et sera accompagnée d'ateliers participatifs afin de renforcer la sensibilisation au lien entre gestion énergétique et conditions de travail.

5944

TRAVAILLEUR-EUSES SENSIBILISÉ-ES À L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'ANNIVERSAIRE DE NOTRE PARTENARIAT « DURABLE ET IMPACTANT » AVEC LA FONDATION NEXANS

Depuis 10 ans, la Fondation Nexans se donne pour mission d'accompagner et de soutenir des initiatives solidaires à travers le monde, qui participent à la réduction de la précarité énergétique. Dans cette perspective, en 2023, nous avons fêté pas moins de 9 ans de partenariat avec cette Fondation. En Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, Nexans a soutenu activement nos actions, notamment les projets pilotes ayant permis de construire les trois premières zones d'activités électrifiées à Konséguela, Koury et Kita au Mali.

« La Fondation est fière de soutenir les initiatives du Geres pour faciliter l'accès à l'énergie durable et promouvoir la transition énergétique. Notre partenariat est l'un des plus durables et impactant, en particulier dans le cadre des Zones d'Activités Électrifiées (ZAE) au Mali, où notre soutien financier a contribué à la réalisation de ce projet innovant combinant

l'impact environnemental et social. » – Maria Lorente Fraguas, Senior Corporate VP CHRO et Secrétaire général de la Fondation Nexans.

La Fondation a également soutenu d'autres projets majeurs pour la transition énergétique, via le déploiement de Service Info-Energie Climat au Maroc. Elle soutient actuellement notre projet au service des usagers productifs de l'énergie au Togo et au Bénin.

ENVIE DE SOUTENIR NOS PROJETS ? CONTACTEZ NOTRE ÉQUIPE !

HASNA OUJAMAA
Responsable mécénat
et relations partenaires
T. +33 (0) 442 18 67 98
E. h.oujamaa@geres.eu

LÉA WATINE
Coordinatrice des partenariats
entreprises et mécénat
T. +33 (0) 442 18 31 75
E. l.watine@geres.eu



5%

DES POPULATIONS RURALES SEULEMENT ONT ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

ACCOMPAGNER L'ENGAGEMENT VERS LA TRANSITION

NEUF DIAGNOSTICS POUR PRÉPARER LE TERRAIN À L'ARRIVÉE DES « SERVICES LOCAUX ÉNERGIE CLIMAT »

Dans le cadre de leurs actions de coopération décentralisée, les régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (TTAH) au Maroc et Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur en France portent ensemble le projet « SLEC », financé par l'Union Européenne, de « Services Locaux Energie Climat » permettant de sensibiliser tous les publics aux thèmes de l'énergie propre, des actions climatiques, des pratiques environnementales responsables et des emplois verts.

Dans ce cadre, notre équipe a réalisé neuf diagnostics (de la région TTAAH et des 8 communes ciblées par le projet) afin de mieux comprendre les besoins et les attentes sur le territoire,

EN SIERRA LEONE, L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN MILIEU RURAL EST UNE PRIORITÉ

La Sierra Leone est l'un des pays les plus pauvres du monde, classé 181^e sur 189 pour l'indice de développement humain, les trois quarts de sa population vivant sous le seuil de pauvreté. L'accès à des infrastructures fiables reste très limité et on compte moins de 30 % de la population ayant accès à l'électricité, et seulement 5 % en zone rurale.

Les limites techniques des infrastructures, l'intermittence de la fourniture d'électricité tout comme le manque d'activités économiques sont autant de contraintes s'opposant à un développement viable des opérateurs locaux d'électrification.

Forte de son expertise construite au Mali avec le développement des Zones d'Activité Électrifiées, au Sénégal avec l'appui

technique et méthodologique au Programme d'Accès aux Énergies Renouvelables dans la Région de Saint-Louis, au Bénin avec le projet d'accès à l'énergie et l'efficacité énergétique ou encore en appui technique à des développeurs de mini-réseaux au Burkina Faso, notre équipe développe actuellement un nouveau projet d'accès à l'électricité en Sierra Leone.

L'objectif : contribuer, en zone rurale, au renforcement des capacités des opérateurs d'électrification comme des entrepreneurs locaux pour favoriser l'essor des usages productifs de l'énergie. Une étude de pré-faisabilité commencera en 2024 pour un lancement effectif dès 2025.

ÊTRE BÉNÉVOLE C'EST, ENSEMBLE, AVOIR UN IMPACT DURABLE BIEN PLUS IMPORTANT

Lors de notre dernier événement annuel à Marseille, notre équipe a bénéficié d'un renfort significatif de bénévoles, dont Elham Aghakhani, impliquée depuis 2 ans.

Dans une interview croisée, Clarisse Matta, notre nouvelle chargée de mobilisation, explique son choix de rejoindre le Geres « pour concilier la promotion d'un modèle respectueux de la planète avec l'aide aux populations vulnérables face aux changements climatiques. » Elham partage ces valeurs, soulignant « l'importance de l'approche inclusive du Geres et son impact sur la condition des femmes, premières touchées par le dérèglement climatique. »

Questionnée sur l'importance du bénévolat, Clarisse partage : « Être bénévole, c'est donner de son temps mais c'est surtout faire partie d'une communauté. Développer le bénévolat, c'est faire grandir cette communauté et diffuser plus largement les valeurs du Geres. » Elham ajoute : « Cela m'a ouvert les portes de plusieurs événements et m'a permis de parler de sujets qui me sont chers et d'écouter différents points de vue. Être bénévole, c'est faire partie d'un collectif et, ensemble, nous avons un impact durable bien plus important. »



LE 22 AVRIL, POUR REDESSINER UN MONDE MEILLEUR

Un pari plus que relevé par notre équipe pour l'édition 2023 du Jour de la Terre qui, pour la deuxième année consécutive, pilotait l'événement à l'échelle nationale. Résultat ? Une cinquantaine de structures mobilisées et des dizaines de milliers de personnes touchées par notre message environnemental !

75
ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS EN FRANCE

JOUR DE LA TERRE .FR

CONTRATS D'ÉNERGIE VERTE EN FRANCE : ET SI ON ACCÉLÉRAIT ?



Malgré l'image positive des énergies renouvelables et une population de plus en plus sensible à la question, encore trop peu de ménages optent, en pratique, pour les contrats d'énergie verte pour leur consommation domestique.

Manque d'information ? Peur du changement ? Pour lever les freins à la transition énergétique, encore faut-il les comprendre et les analyser. Notre équipe - qui travaille déjà sur les enjeux d'acceptation de la filière méthanisation - a entrepris, avec l'association Smart Avenir, de mener une enquête pour décrypter l'avis des potentiel·les client·es tant sur la technicité des offres que sur les dispositifs facilitant l'accès aux énergies renouvelables ou encore sur les motivations et freins psychologiques à l'adhésion à ces offres.

Après une première revue de l'existant, des données issues du terrain auprès de ménages et des professionnels de l'énergie sont venues enrichir nos connaissances et ont permis d'identifier de nombreuses pistes pour lever ces freins.

En 2024, après une dernière phase d'enquête par questionnaire auprès de 400 ménages nous pourrions construire des messages incitatifs, faciliter l'acceptabilité des contrats d'énergie verte et donc augmenter la demande pour, nous l'espérons, inciter à augmenter la part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique français.



285

PERSONNES ONT PARTICIPÉ AU DIAGNOSTIC ÉNERGIE-CLIMAT



10
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN
CAPACITÉ D'ÉLABORER DES DOSSIERS DE
FINANCEMENT

CRÉDITS CARBONE : POUR UNE CONTRIBUTION RÉELLE
À LA NEUTRALITÉ COLLECTIVE

La compensation carbone, qui consiste à essayer de contrebalancer une partie de ses émissions de CO₂ par le financement de projets vertueux pour le climat, soulève à la fois de grands espoirs pour financer la transition et de nombreuses critiques.

Depuis 2015, le site Info Compensation Carbone, soutenu par l'ADEME et animé par le Geres, informe, oriente et conseille, pour promouvoir les bonnes pratiques sur ce sujet. Grâce à la production de contenus didactiques, nous cherchons à rendre plus lisible et accessible l'économie du carbone.

Dans la continuité de la publication annuelle de l'état des lieux de la compensation carbone vue de France, en 2024, InfoCC initiera un travail multi-acteurs visant à rendre plus

EN AFRIQUE : DES COLLECTIVITÉS FORMÉES POUR FORMULER, MONTER
ET FINANCER LEURS PROJETS D'ACCÈS À L'ÉNERGIE

En 2024, en partenariat avec l'Association Internationale des Régions Francophones, notre équipe développera un projet pour renforcer les liens de coopération et accompagner les projets d'accès à l'énergie portés par une dizaine de collectivités territoriales. C'est au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie ou encore au Maroc que le Geres proposera son expertise en formulation, montage et financement de projets d'aide au développement afin de renforcer les capacités des acteurs territoriaux.

Dans l'optique d'améliorer les réponses aux défis climatiques, environnementaux, mais également socio-économiques, nous proposerons un accompagnement individualisé

aux collectivités porteuses de projets, notamment par la participation à des regroupements internationaux ou l'organisation de webinaires de formation.

Les projets accompagnés porteront sur le pompage solaire, l'électrification rurale pour usages domestiques, productifs ou publics ou encore la cuisson propre et efficace. Avec nos partenaires, nous veillerons également à considérer particulièrement les enjeux de genre ainsi que le développement des capacités des ressources humaines locales, pour agir en faveur de toutes et tous.



EN SAVOIR PLUS : WWW.INFO-COMPENSATION-CARBONE.COM

DONNER LES MÊMES CHANCES À CHACUN·E : GROS COUP D'ACCÉLÉRATEUR POUR LA TRANSITION INCLUSIVE

Comprendre les vulnérabilités et identifier les discriminations auxquelles les différents groupes font face pour lutter contre les inégalités, et permettre à toutes et tous de tout simplement vivre une vie décente et heureuse, c'est ça, l'inclusion.

Cela fait 10 ans cette année que le Geres intègre ce principe à sa démarche de lutte contre la pauvreté. C'est une évidence : l'accès à l'énergie, l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables et le renforcement de leur résilience face aux changements climatiques sont intimement liés.

Peu à peu, nous avons systématisé la compréhension et la prise en compte des facteurs d'exclusion sur le terrain, afin d'adapter nos pratiques et optimiser l'impact et la qualité de nos interventions. Parce que les femmes

ont un accès à l'énergie plus limité en quantité et en qualité et des besoins énergétiques spécifiques, nous cherchons, à travers nos programmes, à leur garantir l'accès aux services énergétiques essentiels et à les mobiliser pour devenir actrices de la transition énergétique.

Cette année, nous rééditons le jeu Planète Genre, un outil de sensibilisation permettant de faire réfléchir sur les liens entre genre et climat mais aussi sur les solutions d'adaptation et d'atténuation.

PAGE SUIVANTE, DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU PROGRAMME FAME
POUR AMPLIFIER LA VOIX ET RENFORCER LA CAPACITÉ D'ACTION
DES ORGANISATIONS FÉMINISTES !

« L'approche inclusive devient peu à peu une capacité technique et organisationnelle stratégique à part entière pour le Geres et ses projets. »

MARINA DUBOIS
Responsable Programme
Inclusion et Énergie.



I'M GONNA LEAD FOREVER!

ZOOM SUR FAME, LE NOUVEAU
PROJET EN CONSORTIUM
PILOTÉ PAR LE GERES POUR
UNE ÉCONOMIE FÉMINISTE

En 2024, le Geres lance, aux côtés de trois associations basées en France et trois réseaux d'associations des suds, un projet d'envergure pour soutenir les activités économiques des femmes et des minorités de genre et de sexualité issues de dix pays à travers le monde. Ce projet, financé par le Fonds de Soutien aux Organisations Féministes mis en œuvre par l'AFD nous permettra de les accompagner efficacement et durablement vers l'autonomisation économique en agissant en faveur de

l'égalité en matière d'accès et de maintien de l'emploi, de participation aux filières économiques et en contribuant à transformer les rapports sociaux fondés sur le genre.

Selon l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, parmi les 3,7 millions de personnes considérées comme des travailleur·euses pauvres en France, 70% sont des femmes. Partout dans le monde, les femmes et minorités de genre et de sexualité souffrent de discriminations, de violences et de freins à l'accès à des droits égalitaires : normes sociales patriarcales, cadres légaux inégalitaires... ces discriminations renforcent les vulnérabilités et entérinent leur précarité économique.

En amplifiant la voix d'organisations féministes présentes sur trois continents au Bénin, Togo, Guinée, Maroc, Bangladesh, Sri-Lanka, Pakistan, Équateur, Bolivie et

République dominicaine, et en augmentant leur pouvoir d'agir, FAME (*Féminismes : Actions et Mobilisation pour une Économie inclusive*), renforcera ces organisations, leur permettra d'accéder à des financements et de mettre en place des techniques de plaidoyer.

Afin de les accompagner et d'augmenter leurs capacités d'action, notre consortium, unique en son genre, identifiera les associations cibles, les accompagnera dans la durée et financera leur développement, avec un dispositif de fonds intermédiés innovant permettant de mieux distribuer l'aide aux structures locales habituellement éloignées des financements.

10M €
DONT 5 REDISTRIBUÉS DIRECTEMENT
AUX ASSOCIATIONS LOCALES

SOUTENONS CES FEMMES QUI ENTREPRENNENT POUR LA TRANSITION

Au Myanmar, l'entreprise sociale Ah Lin Tan s'appuie sur un réseau de femmes entrepreneures pour commercialiser des équipements énergétiquement efficaces en zones rurales isolées et promouvoir un ensemble de bonnes pratiques en matière d'usage de l'énergie. Avec le financement de l'Union Européenne et en partenariat avec le Gret, nous initierons en 2024 et pour 4 ans un ambitieux projet pour accompagner le développement de cette entreprise afin de permettre à un plus grand nombre de personnes d'accéder à des équipements et services énergétiques soit trop éloignés soit de mauvaise qualité.

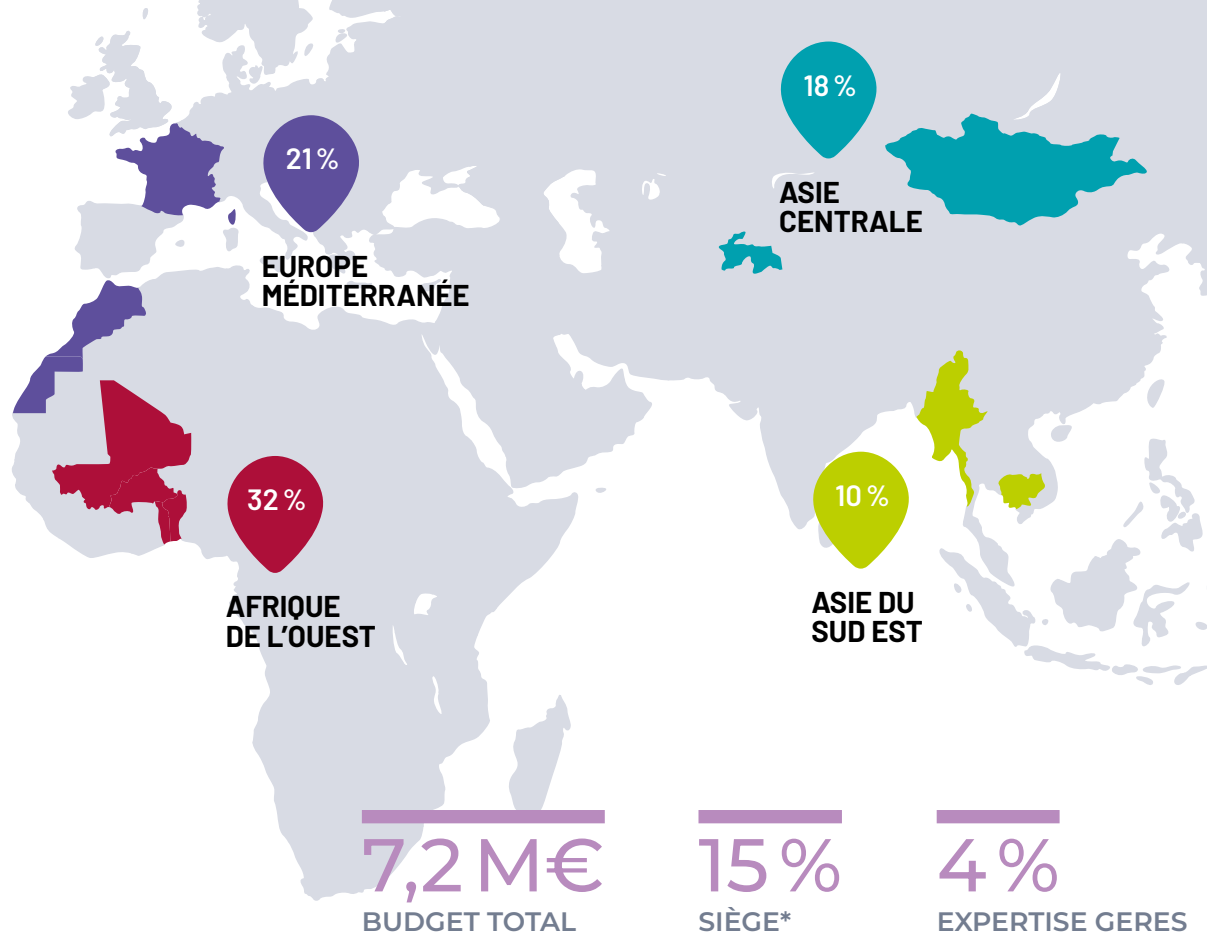
Outre l'amélioration des conditions de vie des familles dans les villages, cela contribuera directement à réduire la pression sur la ressource en bois et les consommations d'électricité, dont la production est très limitée.

Dans ce cadre, nous allons identifier, former et soutenir davantage de femmes entrepreneures pour une extension progressive du

réseau de distribution et accompagner Ah Lin Tan dans ses étapes de développement, en permettant aux femmes distributrices de prendre une part de plus en plus importante dans la gouvernance, en préparant l'entreprise à intégrer des salarié·es en charge de tester, sélectionner et promouvoir les équipements adaptés aux besoins des habitant·es, et en l'aidant à élaborer son modèle d'affaires.

200
FEMMES ENTREPRENEURES
AURONT DISTRIBUÉ DES SOLUTIONS
PLUS EFFICACES À LA FIN DU PROJET
AUPRÈS D'ENVIRON 20 000 FAMILLES

Le budget atteint 7,2 M€. Il est en forte diminution (-21 %) par rapport à 2022 (-1,9 M€) en lien avec l'arrêt des financements français au Mali.



RÉSULTAT

Le Geres est excédentaire pour son exercice comptable 2023. Le résultat s'élève à 70 K€, en baisse de 33 K€ (-32 %) par rapport à 2022, en lien avec la baisse de l'activité. Les frais de fonctionnement et de recherche de fonds (+20 K€, +2 %) sont quasi stables malgré un contexte inflationniste et des moyens en ressources humaines complémentaires. Car pour pallier la baisse du volume global d'activité, le Geres a investi des moyens humains spécifiques pour un effort de développement de nouvelles activités. Ils représentent 41 K€, financés grâce à des fonds dédiés à cet effet.

Ce bon résultat s'explique notamment par la reprise de certaines provisions devenues sans objet (98 K€), des résultats financier et exceptionnel (+4 K€ chacun).

*exprimé en pourcentage des emplois effectifs et non des emplois totaux

PERSPECTIVES

Le budget 2024 devrait rester stable par rapport à 2023 intégrant la suite des effets de l'arrêt du projet AFD au Mali auxquels vient s'ajouter l'arrêt d'une convention au Burkina Faso début 2024.

Les nouveaux projets, dont les conventions ont été signées dans les premières semaines de 2024, ne se déploieront vraiment qu'à compter du second semestre. Le redéploiement des financements suspendus au Mali ne devrait être véritablement opérationnel qu'en 2025, de même que ceux espérés suite aux moyens de prospection mobilisés en 2023.

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Les frais de fonctionnement et de recherche de fonds représentent 14,1% du budget total, contre 10,9 % en 2022 (+20 K€, +2 %). Cette hausse en valeur absolue reste modeste eu égard aux moyens consacrés aux efforts de redéploiement (41 K€).

Par ailleurs cette augmentation est liée à celle des frais de recherche de fonds, en accord avec notre stratégie. Ils augmentent de 43 K€ (+24 %) alors que ceux de fonctionnement diminuent de 23 K€ (-3 %). À noter qu'en 2023, la collecte a augmenté de 17 K€ (+27 %), elle reste inférieure toutefois aux 87 K€ collectés en 2021.

Les comptes du Geres ont été arrêtés lors du Conseil d'Administration du 6 juin 2024 et sont certifiés par le commissaire aux comptes Llinas Audit.

Depuis 2014 et pour la troisième fois, le Geres a obtenu cette année le label IDEAS, qui atteste des bonnes pratiques de notre association en matière de gouvernance, de finances et d'évaluation. Décerné sur la base des exigences du "Guide IDEAS des Bonnes Pratiques", ce référentiel engage notre organisation dans une dynamique d'amélioration continue pour optimiser son action et favoriser son développement.

LE BILAN

ACTIF	2023	2022	ÉCART 2023-2022
ACTIF NET IMMOBILISÉ EN €	365 208	339 803	7 %
En cours de production de services	37 957	14 595	160 %
Stock de produits finis et encours	123 035	146 638	-16 %
Créances d'exploitation	8 417 813	14 593 041	-42 %
Produits à recevoir	102 046	65 897	55 %
Charges constatées d'avance	17 865	17 614	1 %
Disponibilités	4 357 207	5 999 130	-27 %
ACTIF NET CIRCULANT EN €	13 055 923	20 836 917	-37 %
TOTAL ACTIF NET EN €	13 421 130	21 176 720	-37 %

PASSIF	2023	2022	ÉCART 2023-2022
Fond social	1504 609	1401 546	7 %
Résultat de l'exercice	69 782	103 062	-32 %
FONDS ASSOCIATIFS EN €	1574 391	1504 609	5 %
Provisions pour fin de carrière	47 698	45 014	6 %
Provisions pour risques et charges	816 942	966 865	-16 %
Fonds dédiés	390 536	368 877	6 %
PROVISIONS EN €	1255 176	1380 756	-9 %
Dettes auprès des établissements de crédit	37 525	56 365	-33 %
Dettes auprès des fournisseurs et comptes rattachés	325 974	230 753	41 %
Dettes fiscales et sociales	308 037	407 498	-24 %
Produits constatés d'avance	9 920 028	17 596 738	-44 %
DETTES EN €	10 591 564	18 291 355	-42 %
TOTAL PASSIF EN €	13 421 130	21 176 720	-37 %

LE BILAN

Le total du bilan est en forte diminution (-37 %) passant de 21,2 M€ à 13,4 M€ (-7,8 M€). Cette évolution est liée à la diminution des créances d'exploitation à l'actif et aux produits constatés d'avance au passif, qui traduisent une diminution de « la réserve » d'activités pour 2024 et 2025 essentiellement. Cette baisse est liée à l'arrêt de nos financements français au Sahel et au fait que certaines conventions de subvention n'ont été signées que début 2024.

La trésorerie est elle aussi en baisse (1,6 M€, -27 %) mais elle reste largement positive (+4,4 M€). Grâce à l'excédent dégagé en 2023, les fonds propres continuent d'augmenter pour atteindre 1574 391 €. Ils représentent 23 % du budget de l'année 2023, soit 2,8 mois d'activités.

LES PERSPECTIVES POUR 2024 ET 2025

L'année 2023 a été en forte baisse, et en 2024 le budget activité devrait augmenter légèrement. En effet, même si nous avons pu en début d'année 2024 signer deux conventions de financement importantes, nous savons que le rythme de croisière des projets n'intervient véritablement qu'en fin de première année. Ces deux conventions ont été signées avec l'AFD pour l'une et avec le Gret comme leader sur des financements européens pour l'autre.

La première concerne un projet Fonds intermédiés de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF) pour 10 M€, financés à 100 % par l'AFD et pour lequel le Geres est leader d'un consortium de 6 ONGI sur 10 pays et 3 continents.

La seconde permet le passage à l'échelle d'un précédent projet du Geres au Myanmar, elle finance le projet SENTRUM (Securing Energy Needs and Transition of Rural areas in Myanmar ; budget Geres 3,8 M€, financement UE à 100 %). Il s'agit d'accompagner le développement d'une entreprise sociale et solidaire conduite par des femmes et qui a vocation à distribuer des équipements énergétiques dans les zones rurales.

D'autres nouveaux projets de 2024 ne seront aussi que pleinement en développement en 2025 : un projet financé par la Banque Mondiale au Niger, les événements politiques ont retardé son démarrage et pourraient avoir un impact sur ses ambitions. En Sierra Leone, pays qui accueillera le redéploiement de notre projet « AFD / 6ZAE » (Mali, interrompu en novembre 2022), nous ne pourrions mener que des étapes préliminaires en 2024, préalables au plein redéploiement espéré pour 2025.

Le budget Geres devrait donc re-augmenter en 2025.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION

PRODUITS PAR ORIGINE	EXERCICE 2023				EXERCICE 2022			
	TOTAL	%	Dont Générosité	%	TOTAL	%	Dont Générosité	%
1- PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	84 148	1,17 %	84 148	100 %	66 483	0,73 %	66 483	100 %
1.1 Cotisations sans contrepartie	4 240		4 240		3 590		3 590	
1.2 Dons, legs et mécénat								
- Dons manuels non affectés	79 334		79 334		62 703		62 703	
- Dons manuels affectés	574		574		190		190	
- Legs et autres libéralités non affectées								
- Mécénat								
1.3 Autres produits liés à la générosité du public								
2- PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	1 568 349	21,79 %			1 292 567	14,18 %		
2.1 Cotisations avec contrepartie								
2.2 Parrainage des entreprises	246 192				121 133			
2.3 Contributions financières sans contrepartie	777 538				652 395			
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	544 619				519 040			
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 075 607	70,51 %			7 452 779	81,79 %		
4- REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	394 069	5,47 %			277 471	3,04 %		
5- UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTÉRIEURS	75 898	1,05 %			23 148	0,25 %		
TOTAL	7 198 071		84 148		9 112 448		66 483	

CHARGES PAR DESTINATION	EXERCICE 2023				EXERCICE 2022			
	TOTAL	%	Dont Générosité	%	TOTAL	%	Dont Générosité	%
1- MISSIONS SOCIALES	5 726 042	80,33 %	49 364	58,66 %	7 490 697	83,14 %	62 703	94,31 %
1.1 Réalisées en France	1 136 635		9 664		914 556			
- Actions réalisées par l'organisme	901 222				782 150		9 143	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	235 413				132 406			
1.2 Réalisées à l'étranger	4 589 407		39 700		6 576 141		53 560	
- Actions réalisées par l'organisme	4 047 494				5 553 711			
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	540 913				1 022 430			
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	223 090	3,13 %	574	0,68 %	180 391	2,00 %	190	0,29 %
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	71 072				50 616			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	152 018				129 775			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	790 103	11,08 %	4 335	5,15 %	812 989	9,02 %	3 590	5,40 %
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	290 962	4,08 %			518 866	5,76 %		
5- IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	533	0,01 %			533	0,01 %		
6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE	97 558	1,37 %	29 876	35,50 %	5 910	0,07 %		0,00 %
TOTAL	7 128 289		84 148		9 009 386		66 483	
EXCÉDENT OU DÉFICIT	69 782				103 062			

Les produits effectifs d’activité s’élèvent à 6,7 M€ en 2023, en diminution de 2 M€ (-23 %) par rapport à 2022.

Les subventions représentent 87 % des produits effectifs d’activité, contre 92 % un an plus tôt. La part des subventions privées est en augmentation avec un taux de 23 % contre 15 % en 2022.

Les ventes de crédits carbone sont en forte augmentation à 269 K€ et tout le stock de Crédits Carbone générés par les foyers de cuisson améliorés « Wassa » au Mali et certifiés au 31/12/23 ont été vendus.

Le chiffre d’affaires représenté par les prestations de service est en nette diminution (-218 K€, -56 %) après la forte hausse de 2022. La fin des deux études pilotées par notre service Expertise au Niger et dans la corne de l’Afrique sur des solutions de cuisson et l’implication des ménages dans la transition énergétique explique cette évolution. La recherche-action sur l’implication des ménages dans la transition énergétique démarrée en 2022 s’est poursuivie en 2023. Menée par GEM en collaboration avec une doctorante, elle est financée en partie par GRDF.

Les dons manuels issus de la générosité du public sont en augmentation par rapport à 2022 (+17 K€, +27 %).

Les autres produits (822 K€) sont en augmentation (+320 K€, +64 %) en raison de la hausse des reprises de provision (+117 K€) et des autres produits d’activité (+180 K€) : portés par l’augmentation des revenus liés à la mobilisation de entreprises (+125 K€ à 246 K€) et des produits financiers (+36 K€) en raison des intérêts générés par divers placements.

Les charges effectives diminuent de 21 % entre 2022 et 2023 et s’élèvent à 6,74 M€.

Les activités en Afrique de l’Ouest première région d’intervention du Geres (2,14 M€) diminuent fortement de 33 % en lien avec la suspension des financements français au Mali.

La région Europe-Méditerranée redevient la deuxième région du Geres grâce à l’augmentation de l’activité en France (+222 K€, +24 %) qui compense la diminution de l’activité enregistrée au Maroc (-206 K€, -40 %) : les projets SIEC (cf. p.13) et ECODEV (cf. p.6) se sont achevés au 31/12/23. En France, les projets « Méthanisation » et IRAEE (cf. p.7) financés par l’ADEME et la Région Sud-Provence-Alpes-Côte-d’Azur assurent plus de 40 % de l’activité.

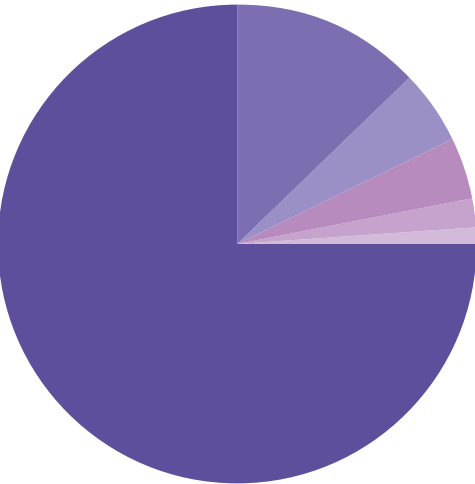
L’Asie centrale (-32 %) devient la 3è région d’activités avec comme en 2022, différents projets financés par l’UE, l’AFD, la Fondation Abbé Pierre et l’Ambassade de France en Mongolie. Pour en Mongolie comme au Tadjikistan, structurer des filières de constructions/rénovations énergétiques dans l’habitat et mettre des solutions énergétiques au service de l’agriculture.

L’Asie du Sud-Est est la seule région en nette augmentation (+143 K€, +26 %). Au Cambodge le projet financé par l’UE et l’AFD vise à augmenter l’efficacité énergétique des usines textiles et à limiter leur consommation en bois ; au Myanmar sur financement AFD, il s’agissait d’accompagner le développement d’un réseau féminin de distribution au dernier kilomètre d’équipements énergétiquement performants et de conduire une action pilote d’amélioration de l’habitat rural en zone froide (cf. p.10).

L’unité Expertise est en forte baisse (-295 K€, -56 %). En 2023, il ne restait qu’une seule convention programme signée avec l’AFD (Convention ECODEV) dont GEX assure la coordination des composantes transversales. Les activités de prestation de service financées par la Banque Mondiale qui avaient entraîné une augmentation des activités en 2022 se sont achevées début 2023.

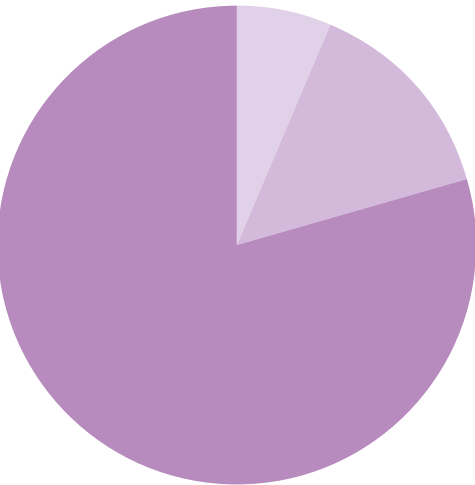
Origine des produits effectifs d’activité en 2023 (hors reprise de provisions, fonds dédiés et variations de stock)

Fonds publics : 77 % | Fonds privés : 23 %



- Subventions publiques : 75 %
- Subventions privées et dons : 13 %
- Autres produits : 5 %
- Finance carbone : 4 %
- Prestations privées : 2 %
- Prestations publiques : 1 %

Répartition des charges en 2023



- Missions sociales : 79,55 %
- Siège : 14,08 %
- Excédent et autres : 6,37 %

NOS PARTENAIRES FINANCIERS

Merci ! Le Geres tient à saluer l'engagement, la confiance et la fidélité de ses partenaires financiers sans qui ses actions et celles de ses partenaires techniques ne pourraient être menées.

COLLECTIVITÉS

- Aix-Marseille-Provence Métropole
- Région Sud-Provence- Alpes-Côte-d'Azur
- Ville de Paris
- Ville de Marseille

ORGANISMES DE COOPÉRATION

- Ambassade de France en Mongolie
- AFD - Agence Française de Développement
- ASDI - Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement
- Union Européenne
- Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

ORGANISMES PUBLICS FRANÇAIS

- ADEME - Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
- ADEME Provence-Alpes-Côte-d'Azur

FONDACTIONS ET ENTREPRISES

- Appui au Développement autonome (ADA)
- CMA CGM
- Colis Privé filiale de la CMA-CGM
- Energie Partagée (Fonds des amis d'Enercoop)
- Erilia
- Fondation Abbé Pierre
- Fondation d'entreprise Air Liquide
- Fondation d'entreprise Artelia
- Fondation d'entreprise Castorama
- Fondation d'entreprise Engie
- Fondation d'entreprise Legallais
- Fondation Eurofins
- Fondation les amis du Festival de Cannes
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Fondation Nexans
- Fondation Ponts neufs
- Fondation Raja - Danièle Marcovici
- Fondation Rexel
- Fondation Valorem - Watt for change
- Fonds de dotation Enerlis Solidarité
- Fonds de dotation Itancia
- Fonds de dotation Solinergy
- Fonds de dotation Synergie Renouvelable
- GRDF
- Mirova Foundation
- Muskhane
- Novespace
- Olga - Vrai
- Solagro
- SEPIA Conseils
- Wattsgood

NOS RÉSEAUX PARTENAIRES



geres
LA SOLIDARITÉ
CLIMATIQUE
EN ACTION

WWW.GERES.EU



2 cours Foch
13 400 Aubagne, France
T. +33 (0)4 42 18 55 88
contact@geres.eu